

INVALIDITÉ, ACCIDENTS DE TRAVAIL, MALADIES PROFESSIONNELLES ET MAJORATION POUR TIERCE PERSONNE SONT INCLUS

La revalorisation annuelle des pensions ne concernent pas uniquement les retraités

L'arrêté ministériel du 12 août 2009 portant revalorisation des pensions, allocations et rentes de Sécurité sociale – publié au Journal officiel n° 50 du 2 septembre 2009 – a fait couler beaucoup d'encre et mécontenté des centaines de milliers de retraités. A Oran, Annaba et Constantine, de nombreuses voix se sont élevées pour contester le taux unique de 5% décidé par le gouvernement.

Ce qui a fait passer sous silence le fait que cette revalorisation concerne aussi les titulaires de pensions d'invalidité, de rentes d'accidents de travail et de maladies professionnelles, ainsi que les bénéficiaires de majoration pour tierce personne attribuée à ces dernières catégories. Pour rappel, l'article 1^{er} de cet arrêté précise que «les pensions et allocations de retraite de Sécurité sociale, prévues par la loi n°83-12 du 2 juillet



Photo : DF

1983 relative à la retraite, sont revalorisées par application d'un taux unique de 5%. Les

coefficients d'actualisation applicables aux salaires servant de base au calcul des

nouvelles pensions prévues à l'article 43 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 sont fixés selon l'année de référence, conformément à l'annexe jointe à l'original du présent arrêté». Sur la version électronique du Journal officiel, cette annexe n'est pas publiée. L'article 2 de cet arrêté apporte un complément d'informations au sujet de ce taux : il «s'applique au montant mensuel de la pension et allocations de retraite découlant des droits contributifs». Le montant de la revalorisation qui en résulte «s'ajoute au minimum légal de la pension de retraite prévu par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, aux indemnités complémentaires prévues par l'ordonnance n°06-04 du 15 juillet 2006, ainsi qu'aux majorations exceptionnelles des pensions et allocations de retraite et au seuil minimal de l'allocation de retraite prévus par la loi n°08-21 du 30 décembre 2008, susvisées».

Prendre connaissance de toutes les dispositions réglementaires pour faire valoir ses droits

En dehors des retraités, l'article 3 de l'arrêté du 12 août 2009 concerne particulière-

ment les titulaires d'une pension d'invalidité qui bénéficient à leur tour d'une revalorisation au taux unique de 5% — notamment les pensions découlant de l'application de l'article 37 de la loi n°83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales.

Le montant de cette revalorisation s'ajoute au minimum légal de la pension d'invalidité et à l'indemnité complémentaire prévue par l'ordonnance n°06-04 du 15 juillet 2006 (loi de finances complémentaire pour 2006). L'article 4 indique que «les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles sont revalorisées dans les conditions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus».

Enfin, «le montant de la majoration pour tierce personne attribuée aux titulaires d'une pension d'invalidité, de retraite, d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle est revalorisé de 5%», tel que stipulé par l'article 5 de cet arrêté de revalorisation. Est-il besoin de rappeler que les mesures contenues dans cet arrêté «prennent effet à compter du 1^{er} mai 2009» ?

D. H.

L'effondrement des fonds de pension menace le système de retraite britannique

Lors de leur congrès annuel qui s'est tenu récemment à Manchester (Royaume-Uni), les conservateurs britanniques se sont engagés à accélérer la réforme des pensions en repoussant jusqu'à 66 ans l'âge de la retraite. Aux problèmes communs à toute l'Europe — départ à la retraite des baby boomers, allongement de la durée de vie — s'ajoutent des facteurs propres au Royaume-Uni. Le système actuel est mixte. La pension de base versée à tous est maigre : 102,9 euros par semaine pour une personne seule, le double pour un couple. S'y ajoutent

deux plans complémentaires optionnels censés améliorer le niveau des pensions. Un second volet est constitué des régimes d'entreprise — des fonds de pension —, dont le fonctionnement est proche dans les secteurs public et privé. Aujourd'hui, ce mécanisme craque par toutes ses coutures. Car l'essentiel du fardeau repose sur les entreprises et les salariés, via le fonds de pension de la firme. En garantissant des versements indexés sur le salaire de fin de carrière, la retraite était plutôt généreuse. Ce n'est plus le cas. Car la rente future,

qui dépend surtout des marchés boursiers — plus de 50% des investissements des fonds sont en actions — est devenue aléatoire. Face aux difficultés qu'affrontent ces fonds de pension, la plupart des sociétés en ont fermé l'accès aux nouveaux entrants, pour les remplacer par des plans d'épargne-retraite individuels. Cette situation est d'abord le résultat de l'insuffisance du provisionnement des fonds par les patrons et les employés. S'y est ajoutée la faible rentabilité de leurs investissements, fragilisés par la crise et la chute des Bourses.

Des mots pour le dire Retraites en tous genres

Retraite est un nom féminin tiré du verbe retraire (contracter, retirer). Action de se retirer de la vie active ; état de quelqu'un qui a cessé ses activités professionnelles : prendre sa retraite. Prestation sociale versée à quelqu'un qui a pris sa retraite : toucher sa retraite. Éloignement où l'on se tient des préoccupations profanes pendant quelques jours pour se recueillir ; lieu où se déroulent ces exercices. Lieu où quelqu'un se retire pour vivre dans le calme, la solitude, ou pour se cacher : un appartement qui a servi de retraite à un fugitif. Marche en arrière d'une armée qui ne peut se maintenir sur ses positions. Battre en retraite, reculer devant l'ennemi ; faire machine arrière. Retraite aux flambeaux, défilé nocturne organisé à l'occasion d'une fête publique, à la lueur des lampions.

Courrier des lecteurs

Droit des femmes salariées à une allocation de retraite

Voici mon cas : j'ai cotisé pendant 12 ans à la Cnas et à la caisse de retraite de Tlemcen. Aujourd'hui, mariée et âgée de 53 ans, 2 enfants de plus de 10 ans à charge, je prétends à une allocation de retraite de la CNR d'Oran, comme vous avez répondu dans votre courrier à M^{me} M. F. Z Tlemcen dans le *Soir d'Algérie* du mercredi 4 mars 2009.

M'étant présentée à la CNR d'Oran, où je réside depuis longtemps, il m'a été répondu verbalement seulement, que cette allocation ne me serait acquise qu'à 60 ans, d'où le refus de prendre mon dossier complet. Ma question : «Y a-t-il, monsieur, deux législations en Algérie, celle de Tlemcen et celle d'Oran ?»

En conséquence et compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré, monsieur, de me renseigner sur mon cas.

M^{me} Boudghène Stambouli Mansouria épouse
Benachenhou Rachid, Oran

RÉPONSE : La loi n° 99-03 du 22 mars 1999 (Journal officiel n° 20 du 24 mars 1999) modifiant et complétant la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite stipule dans son article 47 qu'«il est institué une allocation de retraite en faveur des travailleurs, âgés au moins de soixante (60) ans, qui ne remplissent pas à cet âge la condition de durée de travail et qui peuvent faire valider au moins cinq (5) années ou vingt (20) trimestres».

Pension de réversion et allocation de vieillesse

Ma mère âgée de 63 ans touche une pension de réversion (retraite) après le décès de mon père en 1997. A-t-elle droit à la pension de vieillesse aussi puisqu'elle a dépassé les 60 ans ?

Z. D'Oran

RÉPONSE : L'octroi d'une allocation forfaitaire de solidarité (AFS) relève de l'Agence de développement social (ADS) qui est sous tutelle du ministère de la Solidarité. L'AFS qui est financée sur le budget de l'État est attribuée uniquement aux personnes de plus de 60 ans qui n'ont aucun revenu.

Par conséquent, pension de réversion et AFS ne sont pas cumulables au regard des lois en vigueur.